

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3076

[C - 2003/27695]

17 JUILLET 2003. — Décret portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Des généralités*Section 1^{re}. — *Des dispositions préliminaires*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « formation en alternance » : la formation professionnelle qui combine une formation pratique en milieu de travail et une formation dans un centre de formation portant sur des matières générales ou professionnelles et qui s'organise dans le cadre d'un partenariat entre un opérateur de formation, un apprenant et une entreprise;

2° « contrat de formation en alternance » : le contrat par lequel un employeur s'engage à donner ou à faire donner à un apprenant une formation pratique sur le milieu de travail et par lequel un apprenant s'engage à se former sur un lieu de travail sous la direction de l'employeur, de même qu'à suivre une formation systématique dans un centre de formation;

3° « apprentissage » : la formation qualifiante en alternance visée à l'article 2 de l'accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, ci-après dénommé « accord de coopération »;

4° « contrat d'apprentissage » : le contrat visé à l'article 3 de l'accord de coopération;

5° « formation de chef d'entreprise » : la formation en alternance visée à l'article 6 de l'accord de coopération;

6° « convention de stage » : le contrat de formation liant un apprenant et un employeur, qui a pour objet d'assurer une formation pratique en entreprise préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite ou moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante;

7° « formation continue » : la formation visée à l'article 9 de l'accord de coopération;

8° « perfectionnement pédagogique » : la formation visée à l'article 14 de l'accord de coopération;

9° « commission professionnelle » : la commission visée à l'article 17 de l'accord de coopération;

10° « centre de formation » : l'association agréée par le Gouvernement par ou en vertu de l'article 16 de l'accord de coopération;

11° « opérateur » : tout prestataire de services en matière de formation en alternance;

12° « partenariat » : toute forme d'association ou de collaboration avec des intervenants publics ou privés, par laquelle des moyens financiers, humains ou matériels peuvent être mis en commun pour poursuivre un objectif ressortissant aux missions de l'Institut qui dépasse ou qui rend plus adéquate la réponse qu'un intervenant aurait pu apporter seul aux besoins des publics cibles ou lorsque l'Institut ne peut réaliser une partie de ses missions seul en raison de la spécificité du besoin à couvrir;

13° « Ministre » : le Ministre qui a dans ses attributions la Formation;

14° « Gouvernement » : le Gouvernement wallon.

Section 2. — *De la création de l'Institut*

Art. 3. Il est créé un « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises », ci-après dénommé « Institut », dont le sigle est I.F.A.P.M.E.

Sous réserve des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci, l'Institut est soumis à l'ensemble des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution qui sont applicables aux organismes de catégorie B.

Art. 4. L'Institut a son siège administratif à Charleroi. Il peut décider de répartir ses activités dans plusieurs sites sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE II. — *Des missions*

Art. 5. § 1^{er}. L'Institut a pour missions :

1° d'organiser et de promouvoir, prioritairement avec le concours des centres de formation, la formation en alternance, en particulier l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise;

2° d'identifier les besoins en matière de formation en alternance et de coordonner les opérateurs en vue d'optimiser la réponse à apporter à ces besoins;

3° d'organiser et de coordonner le réseau des centres de formation;

4° d'organiser et de promouvoir, prioritairement avec le concours des centres de formation et en étroite collaboration avec les organisations professionnelles, la formation continue pour les professions indépendantes et pour les petites entreprises;

5° d'élaborer, sur proposition des commissions professionnelles, les programmes de formation en alternance et de les soumettre, pour approbation, au Gouvernement;

6° d'agréer, de coordonner et de subventionner les cours organisés par les centres de formation et d'en assurer l'évaluation pédagogique;

7° de coordonner l'organisation de l'évaluation continue et des examens organisés dans les centres de formation;

8° d'organiser et de promouvoir le perfectionnement pédagogique, prioritairement avec la collaboration des centres de formation, et de concevoir des outils méthodologiques ou pédagogiques afférents à la formation en alternance;

9° de conseiller les centres de formation sur la gestion des infrastructures et équipements didactiques et de contrôler l'usage des subsides y afférents;

10° de conseiller les parties et d'assister à la conclusion du contrat d'apprentissage ou de la convention de stage;

11° d'agréer les contrats de formation en alternance, en particulier les contrats d'apprentissage et les conventions de stage, de suspendre ou de retirer l'agrément;

12° de surveiller le déroulement de l'apprentissage et du stage en entreprise;

13° d'établir des collaborations avec les organismes chargés de développer le conseil et l'accompagnement pour les indépendants et les petites et moyennes entreprises;

14° de représenter la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans le consortium de validation des compétences instauré en vertu de l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2002 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;

15° de représenter le Gouvernement dans différentes instances d'avis ou d'agrément en matière de formation en alternance ou de formation continue.

§ 2. En outre, dans le cadre de ses compétences, l'Institut a pour mission d'émettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis et des recommandations à l'intention de ce dernier.

L'Institut donne son avis dans un délai d'un mois à dater du jour de l'envoi de la demande. A la demande du Gouvernement, ce délai peut être réduit à vingt jours calendrier. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit. Si l'avis n'a pas recueilli l'unanimité, les différentes positions y sont exprimées.

Dans le cadre de l'application du présent décret, le Gouvernement peut confier des missions spécifiques ou particulières à l'Institut, à condition de démontrer que sa démarche se fonde sur la nécessité de répondre à un besoin particulier ou spécifique et de limiter la mission ainsi confiée pour une période déterminée.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à arrêter les modalités d'exécution des missions confiées à l'Institut.

§ 4. Les missions confiées à l'Institut s'étendent à leurs aspects internationaux.

Art. 6. L'Institut peut accomplir ses missions en partenariat.

Il est habilité à faire partie d'une personne morale de droit public ou privé régie par une législation belge, étrangère ou supranationale ou à conclure des partenariats formalisés dans une convention qui doit :

1° prévoir la création d'une instance collégiale dont l'objet est de suivre sa bonne exécution;

2° définir les moyens mis à disposition pendant l'exécution de la convention;

3° prévoir une participation de l'Institut en proportion des moyens qui sont affectés par celui-ci à l'exécution de la convention;

4° régler le sort des droits intellectuels, spécialement le droit d'auteur, qui apparaîtraient en raison de la mise en commun des moyens et en prévoir la répartition proportionnellement aux moyens mis en commun;

5° prévoir les modalités de résiliation.

Lorsque l'Institut crée ou participe à une institution juridiquement distincte, il respecte les conditions suivantes :

1° les statuts doivent prévoir que l'Institut est représenté dans les organes d'administration et de décision au moins à concurrence de ses apports;

2° les statuts doivent prévoir la répartition des biens et avoirs, au moins à concurrence de ses apports;

3° les statuts doivent prévoir qu'un contrôle sur les comptes peut avoir lieu à n'importe quel moment, de façon à vérifier l'utilisation qui est faite des deniers publics;

4° les statuts doivent prévoir les modalités de retrait de l'Institut lorsque les circonstances suivantes surviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion;

c) une des conditions visées aux 1°, 2° et 3° n'est plus remplie;

5° les statuts doivent prévoir les modalités permettant d'assurer le contrôle public.

Art. 7. L'Institut exerce ses missions conformément au contrat de gestion, conclu pour une période de quatre ans entre le Gouvernement et le comité de gestion de l'Institut. Il peut faire l'objet d'avenants, en particulier lorsque le Gouvernement confie à l'Institut des missions spécifiques ou particulières visées au paragraphe 2, alinéa 3, de l'article 5.

Le contrat de gestion porte sur :

1° les lignes politiques et les orientations fondamentales qui devront être poursuivies durant les années couvertes par le contrat;

2° les aspects relatifs aux objectifs généraux et spécifiques, ainsi que les résultats quantitatifs et qualitatifs à atteindre;

3° les engagements des parties, avec les volets spécifiques du financement;

4° les modalités d'information réciproque, de suivi, d'évaluation et de contrôle;

5° les mesures correctrices en fonction du niveau de réalisation des objectifs et des engagements des parties.

Le contrat de gestion est communiqué pour information, dès son approbation par le Gouvernement wallon, au Conseil régional wallon.

CHAPITRE III. — *De la gestion et du contrôle**Section 1^{re}. — Du comité de gestion*

Art. 8. L'Institut est géré par un comité de gestion, organe compétent pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation des missions de celui-ci. Le comité de gestion est composé comme suit :

- 1° un président et un vice-président;
- 2° huit représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 3° huit représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs ou d'indépendants représentées au sein du Conseil supérieur des indépendants et des P.M.E.;
- 4° huit représentants des organisations d'employeurs ou d'indépendants représentatives dans une branche d'activité.

Deux tiers au maximum des membres du comité de gestion sont du même sexe.

Art. 9. § 1^{er}. Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2°, ainsi que le suppléant de chacun, sont nommés par le Gouvernement, sur des listes doubles proposées par les organisations représentatives des travailleurs.

Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 3°, ainsi que le suppléant de chacun, sont nommés par le Gouvernement, sur des listes doubles proposées par les organisations interprofessionnelles d'employeurs ou d'indépendants concernées.

Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, ainsi que le suppléant de chacun, sont nommés par le Gouvernement, sur des listes doubles proposées par les organisations visées et qui sont les plus concernées par l'offre de formation de l'Institut. A cet effet, un cadastre de l'offre complète de formation répartie par branche d'activité est établi par l'Institut trois mois avant le renouvellement du comité de gestion.

Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1°, sont nommés par le Gouvernement sur proposition unanime des membres du comité de gestion visés aux trois alinéas précédents. A défaut d'unanimité dans le mois de la nomination de ces derniers, le Gouvernement nomme d'initiative le président et le vice-président du comité de gestion.

§ 2. Les membres du comité de gestion sont nommés pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Il prend également fin en cas de décès ou de démission.

Dans un délai de trois mois suivant le décès, la démission ou précédant l'expiration du mandat, le Gouvernement invite les organisations concernées à présenter dans le mois leurs candidats sur des listes doubles.

En cas de démission ou d'expiration du mandat, les membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Tout membre qui a cessé de faire partie du comité de gestion est remplacé dans les trois mois qui suivent. Celui qui remplace un membre dont les fonctions ont pris fin anticipativement pour quelque raison que ce soit achève le mandat de son prédécesseur.

§ 3. La qualité de membre du comité de gestion est incompatible avec la qualité de membre du personnel ou du conseil d'administration des centres de formation ou encore avec la qualité de membre du personnel de l'Institut.

En outre, pour être membre du comité de gestion, il faut avoir moins de soixante-cinq ans au moment où intervient la nomination par le Gouvernement.

§ 4. L'Institut accorde aux président et vice-président, ainsi qu'aux membres du comité de gestion, des indemnités de déplacement et de frais de séjour, ainsi que des jetons de présence, dont les montants sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Le comité de gestion établit, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, un règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 10. Assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative :

- 1° le fonctionnaire dirigeant de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;
- 2° l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de l'Institut;
- 3° le président du conseil consultatif des centres de formation.

Section 2. — De la gestion journalière

Art. 11. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés dans le cadre d'un mandat de cinq ans dont les conditions sont arrêtées par le Gouvernement.

Art. 12. § 1^{er}. L'administrateur général exécute les décisions du comité de gestion et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci. Il assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à l'Institut par le présent décret. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le comité de gestion, de même que les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour l'Institut, ne présentent pas un caractère exceptionnel ni ne représentent un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de l'Institut. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le comité de gestion.

§ 2. En application du paragraphe 1^{er}, dans le respect du contrat de gestion et des décisions prises par le comité de gestion, l'administrateur général :

- 1° propose au comité de gestion l'engagement et le licenciement du personnel contractuel;
- 2° dirige le personnel;
- 3° signe toutes les pièces et correspondances résultant des pouvoirs de gestion journalière;
- 4° représente valablement l'Institut dans les actes judiciaires et extra-judiciaires, et agit valablement en son nom et pour son compte pour ce qui concerne les actes de gestion journalière;
- 5° représente valablement l'Institut dans les actes judiciaires et extrajudiciaires, et agit valablement au nom du comité de gestion, à sa demande, pour ce qui concerne les actes relevant de sa compétence.

§ 3. L'administrateur général est habilité à déléguer à un ou plusieurs membres de l'Institut une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Institut devant les juridictions judiciaires et administratives.

§ 4. L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution de toutes les tâches qui lui sont confiées.

Art. 13. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché, un membre de l'Institut est désigné par le comité de gestion sur la proposition de l'administrateur général pour exercer ses fonctions.

Section 3. — Du contrôle

Art. 14. L'Institut est soumis au contrôle du Gouvernement, s'exerçant à l'intervention de deux commissaires que celui-ci nomme.

Les commissaires participent avec voix consultative aux réunions du comité de gestion. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de toutes les écritures de l'Institut. Ils peuvent requérir des membres du comité de gestion et des membres du personnel toutes explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Les commissaires peuvent adresser un recours au Gouvernement contre toute décision de l'Institut qu'ils estiment contraire à la loi ou au contrat de gestion. Ce recours est suspensif et doit être exercé dans un délai de six jours calendrier.

Ce délai prend cours soit le jour de la réunion du comité de gestion au cours de laquelle la décision a été adoptée, pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués, ou, dans tous les autres cas, le jour où les commissaires ont pris connaissance de la décision adoptée.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dans un délai de trente jours, prenant cours à la même date. A défaut, la suspension est levée et la décision devient définitive.

Ce recours ne peut être introduit à l'encontre de recommandations ou d'avis émis dans le cadre de la mission visée à l'article 5, § 2.

L'Institut accorde aux commissaires des indemnités de déplacement et de frais de séjour, ainsi que des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — Du financement et du budget

Art. 15. Les recettes de l'Institut sont constituées par :

1° des subventions inscrites au budget régional, ou toute autre subvention ou contribution financière accordée par un pouvoir public ou une institution privée pour accomplir les missions visées à l'article 5 du présent décret;

2° toute ressource propre à provenir de ses activités;

3° toute ressource résultant de ses activités menées en partenariat;

4° les revenus de son patrimoine;

5° le produit de legs et donations éventuels, l'acceptation de ceux-ci étant soumise à l'autorisation du Gouvernement;

6° le produit des emprunts autorisés par le Gouvernement et garantis par la Région wallonne;

7° les soldes non utilisés des exercices antérieurs dans les limites fixées par le Gouvernement et devant faire l'objet de justifications ultérieures conformes à l'affectation des subventions concernées.

Art. 16. § 1^{er}. Il est établi un budget annuel comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Institut, quelles qu'en soient l'origine et la cause. L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Les recettes et dépenses résultant de l'exercice des missions visées à l'article 5 du présent décret sont présentées distinctement.

Le projet de budget est établi par le comité de gestion et soumis à l'approbation du Gouvernement. Le budget et le projet de comptes annuels d'exécution tel que disponible sont communiqués au Conseil régional wallon en annexe du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Le défaut d'approbation du budget au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente. Les transferts et les dépassements de crédits sont soumis à l'autorisation du Gouvernement.

§ 2. Pour le 30 avril au plus tard, l'Institut établit les comptes annuels d'exécution du budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée.

§ 3. Le Gouvernement peut imposer la tenue d'une comptabilité commerciale distincte relative à tout ou partie des missions visées à l'article 5 du présent décret.

Il fixe les règles relatives à la présentation du budget, à la comptabilité, aux situations et rapports annuels, ainsi qu'au contrôle de l'engagement des dépenses.

Il désigne, auprès de l'Institut, un ou plusieurs membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise, chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

CHAPITRE V. — *Du personnel*

Art. 17. Le Gouvernement fixe le statut et le cadre du personnel de l'Institut.

Art. 18. L'Institut est autorisé à participer au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

CHAPITRE VI. — *Des relations de l'Institut avec l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 19. Sans préjudice des dispositions prévues dans l'accord de coopération, l'Institut communique à l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises les dossiers nécessaires à l'homologation des certificats d'apprentissage et des diplômes de chef d'entreprise, ainsi que tout document complémentaire sollicité par la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, telle que visée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement de ladite Commission.

L'Institut communique également tout projet de programme de formation ainsi que ses modalités d'évaluation, afin de permettre à l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises d'accomplir la mission visée à l'article 20, 2°, de l'accord de coopération.

CHAPITRE VII. — *Du conseil consultatif des centres de formation et du contrôle de ceux-ci*

Art. 20. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut un conseil consultatif des centres de formation dont la mission est de rendre des avis au comité de gestion, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci.

Chaque centre de formation est représenté de plein droit au conseil consultatif.

§ 2. Les membres de ce conseil ainsi que le suppléant de chacun sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans, renouvelable, sur une liste double de candidats proposés par le conseil d'administration de chaque centre de formation.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint assistent au conseil consultatif comme observateurs.

Le conseil désigne en son sein son président et son vice-président. Les fonctions de président et de vice-président ne peuvent être exercées plus d'une année de suite par la même personne.

Le secrétariat de ce conseil est assuré par un agent de l'Institut.

Le conseil se réunit sur convocation du président, chaque fois que les affaires l'exigent ou que cinq de ses membres le requièrent, et au moins trois fois par an. Il ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Les avis rendus par le conseil mentionnent les éventuelles opinions divergentes.

Le conseil peut établir un règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 21. Les centres de formation bénéficient de subventions octroyées par l'Institut.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de ces subventions en veillant en particulier à assurer à l'Institut la possibilité de contrôler, à tout moment, le bon fonctionnement des centres de formation et l'utilisation des subventions octroyées à ceux-ci.

Art. 22. Pour chacun des centres de formation, l'Institut désigne, parmi les membres de son personnel, un agent de niveau 1 au minimum, afin que celui-ci assiste de plein droit, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration ou de l'organe auquel le centre de formation a délégué tout ou partie de son pouvoir d'administration.

CHAPITRE VIII. — *De la commission de recours*

Art. 23. Tout usager peut introduire un recours motivé auprès du Ministre contre toute décision qui le concerne prise par l'Institut dans le cadre de l'exécution des missions visées à l'article 5.

Le recours auprès du Ministre doit être introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier.

A défaut de recours dans ce délai, la décision est définitive.

A défaut de notification d'une décision de l'Institut dans les trois mois à partir de l'introduction de sa demande, le requérant peut introduire un recours auprès du Ministre dans le mois qui suit.

Art. 24. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut une Commission de recours, ci-après dénommée la Commission. Celle-ci a pour mission de rendre des avis sur les recours visés à l'article 23.

La Commission remet son avis dans les trois mois de sa saisine.

Par décision motivée, le président peut proroger le délai pour une période d'un mois, non renouvelable.

L'avis est notifié simultanément au requérant et au Ministre qui se prononce ensuite définitivement sur le recours.

§ 2. La Commission est composée d'un président et de quatre membres effectifs, nommés par le Gouvernement.

Outre le président, deux des membres de la Commission ainsi que le suppléant de chacun sont désignés directement par le Gouvernement, les deux autres membres ainsi que le suppléant de chacun étant présentés au Gouvernement sur liste double par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Il est interdit à tout membre, en ce compris le président, de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération.

Deux membres de l'Institut, désignés par le Ministre sur proposition de l'administrateur général, assistent aux séances de la Commission, l'un en qualité d'expert et l'autre en qualité de secrétaire.

La Commission peut entendre le demandeur ou son représentant, assisté le cas échéant de son conseil. Elle peut exiger de l'Institut ou du demandeur la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

§ 3. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

CHAPITRE IX. — *Des dispositions transitoires et finales*

Art. 25. Les membres du personnel ainsi que les biens, droits et obligations de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises transférés à la Région sont transférés à l'Institut.

Les membres sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment du transfert.

Art. 26. Pour la première installation du comité de gestion, le cadastre visé à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, est établi par l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 27. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception de l'article 11 qui produira ses effets à la date d'entrée en vigueur du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne et au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

A titre transitoire, le Gouvernement nomme l'administrateur général et l'administrateur général adjoint, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — 524 - N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 9 juillet 2003. Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3076

[C — 2003/27695]

17 JULI 2003. — **Decreet houdende oprichting van een « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Afdeling 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « alternerende opleiding » : beroepsopleiding die een praktische opleiding op de werkvloer combineert met een opleiding in een opleidingscentrum waar algemene of beroepsvakken aangeleerd worden en die georganiseerd wordt in het kader van een partnerschap tussen een opleidingsoperator, een leerling en een onderneming;

2° « overeenkomst inzake alternerende opleiding » : overeenkomst waarbij een werkgever zich ertoe verbindt een praktische opleiding op de werkvloer te geven of te laten geven aan een leerling en waarbij een leerling zich ertoe verbindt een opleiding op de werkvloer onder het toezicht van de werkgever te volgen, alsook een systematische opleiding in een opleidingscentrum;

3° « scholing » : alternerende kwalificerende opleiding bedoeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 betreffende de permanente opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest op het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna « samenwerkingsakkoord » genoemd;

4° « leercontract » : contract bedoeld in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord;

5° « opleiding tot ondernemingshoofd » : alternerende opleiding bedoeld in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord;

6° « stageovereenkomst » : opleidingsovereenkomst gesloten door een leerling en een werkgever, waarbij een praktische opleiding op de werkvloer gegeven wordt als voorbereiding op de uitoefening van een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming of van een zelfstandig beroep;

7° « permanente opleiding » : opleiding bedoeld in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord;

8° « pedagogische vervolmaking » : opleiding bedoeld in artikel 14 van het samenwerkingsakkoord;

9° « beroepscommissie » : commissie bedoeld in artikel 17 van het samenwerkingsakkoord;

10° « opleidingscentrum » : vereniging erkend door de Regering bij of krachtens artikel 16 van het samenwerkingsakkoord;

11° « operator » : elke verstrekker van diensten inzake alternerende opleiding;

12° « partnerschap » : elke vorm van vereniging of samenwerking met interveniënten uit de openbare of de privé-sector, waarbij financiële, menselijke of materiële middelen samengebracht kunnen worden om een doel i.v.m. de opdrachten van het « Institut » na te streven zodat beter of op geschiktere wijze ingespeeld kan worden op de behoeften van de doelgroepen, of dan het « Institut » als het niet in staat is een deel van de opdrachten alleen uit te voeren vanwege de specificiteit van de behoefte waaraan voldaan moet worden;

13° « Minister » : de Minister van Vorming;

14° « Regering » : de Waalse Regering.

Afdeling 2. — Oprichting van het Instituut

Art. 3. Er wordt een « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » opgericht, afgekort : « I.F.A.P.M.E. », hierna « Institut » genoemd.

Onder voorbehoud van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, valt het « Institut » onder de gezamenlijke bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de uitvoeringsbesluiten ervan die toepasselijk zijn op de instellingen van categorie B.

Art. 4. De administratieve zetel van het « Institut » is gevestigd te Charleroi. Het « Institut » kan beslissen om zijn activiteiten over verschillende sites op het grondgebied van het Franse taalgebied te verspreiden.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten

Art. 5. Het « Institut » heeft de volgende opdrachten :

1° de alternerende opleiding, meer bepaald de scholing en de opleiding tot ondernemingshoofd, organiseren en bevorderen, bij voorkeur met de medewerking van de opleidingscentra;

2° de behoeften inzake alternerende opleiding opsporen en de operatoren coördineren om optimaal in te spelen op de behoeften;

3° het netwerk van de opleidingscentra organiseren en coördineren;

4° de permanente opleiding voor zelfstandige beroepen en kleine en middelgrote ondernemingen organiseren en bevorderen, bij voorkeur met de medewerking van de opleidingscentra en in nauwe samenwerking met de vakorganisaties;

5° op voorstel van de beroepscommissies programma's inzake alternerende opleiding uitwerken en ter goedkeuring aan de Regering voorleggen;

6° de door de opleidingscentra georganiseerde cursussen erkennen, coördineren en subsidiëren en op pedagogisch vlak evalueren;

7° de organisatie van de permanente evaluatie en van de in de opleidingscentra georganiseerde examens coördineren;

8° de pedagogische vervolmaking organiseren en bevorderen, bij voorkeur met de medewerking van de opleidingscentra, en methodologische en pedagogische middelen i.v.m. de alternerende opleiding bedenken;

9° de opleidingscentra advies verlenen i.v.m. het beheer van de didactische infrastructuren en uitrustingen en de aanwending van de desbetreffende subsidies controleren;

10° de partijen advies geven en aanwezig zijn bij het sluiten van het leercontract of de stageovereenkomst;

11° de overeenkomsten inzake alternerende opleiding erkennen, meer bepaald de leercontracten en de stageovereenkomsten, de erkenning opschorten of intrekken;

12° toezien op het verloop van de scholing of van de stage op de werkvloer;

13° zorgen voor de samenwerking met de organen belast met de uitbreiding van de adviesverlening aan en de begeleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

14° de permanente opleiding voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigen binnen het consortium voor de validatie van de bevoegdheden, ingesteld krachtens het samenwerkingsakkoord betreffende de validatie van de bevoegdheden inzake de permanente beroepsopleiding, gesloten op 23 oktober 2002 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

15° de Regering vertegenwoordigen in verschillende advies- of erkenningsorganen m.b.t. de alternerende of de continue opleiding.

§ 2. Het « Institut » is bovendien bevoegd om de Regering op eigen initiatief of op verzoek adviezen en aanbevelingen te geven.

Het « Institut » brengt advies uit binnen een maand na verzending van het verzoek. Het advies wordt niet langer vereist als het niet binnen de gestelde termijn uitgebracht wordt. Als het advies niet eenstemmig onthaald wordt, worden de verschillende standpunten uitgedrukt.

In het kader van de toepassing van dit decreet kan de Regering specifieke of bijzondere opdrachten aan het « Institut » toevertrouwen voor zover aangetoond wordt dat het inspeelt op een bijzondere of specifieke behoefte en dat de opdrachten voor een bepaalde periode toevertrouwd worden.

§ 3. De Regering is bevoegd om de modaliteiten van de uitvoering van de aan het « Institut » toevertrouwde opdrachten te bepalen.

§ 4. De aan het « Institut » toevertrouwde opdrachten betreffen eveneens hun internationale aspecten.

Art. 6. Het « Institut » mag zijn opdrachten in partnerschap uitvoeren.

Het mag deel uitmaken van een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die onder een Belgische, buitenlandse of supranationale wetgeving valt, of partnerschappen sluiten bij een overeenkomst waarbij :

1° voorzien wordt in de oprichting van een collegiale instantie die zal toezien op de vlotte uitvoering ervan;

2° de middelen bepaald worden die ter beschikking gesteld worden tijdens de uitvoering ervan;

3° voorzien wordt in de participatie van het « Institut » naar gelang van de middelen die het voor de uitvoering ervan uittrekt;

4° het vraagstuk van de intellectuele rechten geregeld wordt, vooral de auteursrechten, naar aanleiding van het samenbrengen van de middelen en waarbij voorzien wordt in de verdeling ervan naar gelang van de samengebrachte middelen;

5° de ontbindingsmodaliteiten bepaald worden.

Als het « Institut » een juridisch aparte instelling opricht of daar deel van uitmaakt, vervult het de volgende voorwaarden :

1° de statuten bepalen dat het « Institut » binnen de bestuurs- en beslissingsorganen minstens ten belope van zijn inbrengen vertegenwoordigd is;

2° de statuten voorzien minstens ten belope van zijn inbrengen in de verdeling van goederen en vermogens;

3° de statuten bepalen dat de rekeningen ieder ogenblik gecontroleerd kunnen worden zodat kan worden nagegaan hoe het overheidsgeld gebruikt wordt;

4° de statuten voorzien in de modaliteiten voor de terugtrekking van het « Institut » in de volgende gevallen :

a) het doel van het partnerschap wordt niet meer in acht genomen;

b) de gevoerde acties stemmen niet meer overeen met de richtlijnen van de beheersovereenkomst;

c) er wordt niet meer voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld in 1°, 2° en 3°;

5° de statuten voorzien in de modaliteiten die de overheidscontrole toelaten.

Art. 7. Het « Institut » vervult zijn opdrachten volgens de beheersovereenkomst, die voor vier jaar gesloten wordt tussen de Regering en het beheerscomité van het « Institut ».

Ze kan het voorwerp uitmaken van aanhangsels, meer bepaald wanneer de Regering het « Institut » belast met de specifieke of bijzondere opdrachten bedoeld in paragraaf 2, derde lid, van artikel 5.

De beheersovereenkomst heeft betrekking op :

1° de beleidslijnen en de fundamentele oriëntaties die nagestreefd zullen worden tijdens de jaren waarop de overeenkomst slaat;

2° de aspecten betreffende de algemene en specifieke doelstellingen, alsook de te halen kwantitatieve en kwalitatieve resultaten;

- 3° de verbintenissen van de partijen, met de specifieke luiken van de financiering;
- 4° de modaliteiten betreffende de wederkerige informatie, opvolging, evaluatie en controle;
- 5° de rechtzettende maatregelen naar gelang van de mate waarin de partijen hun doelstellingen en verbintenissen uitgevoerd hebben.

De beheersovereenkomst wordt voor informatie aan de Waalse Gewestraad overgemaakt zodra ze door de Waalse Regering is goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *Beheer en controle*

Afdeling 1. — Beheerscomité

Art. 8. Het « Institut » wordt beheerd door een beheerscomité, een orgaan dat bevoegd is om alle handelingen uit te voeren die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten. Het beheerscomité bestaat uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° acht vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;
- 3° acht vertegenwoordigers van de interprofessionele organisaties van de werkgevers of van zelfstandigen, vertegenwoordigd binnen de Hoge raad voor zelfstandigen en K.M.O.'s;
- 4° acht vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werkgevers of zelfstandigen binnen een activiteitensector.

Hoogstens twee derde van de leden van het beheerscomité zijn van hetzelfde geslacht.

Art. 9. § 1. De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, alsook elke plaatsvervanger, worden door de Regering benoemd uit dubbeltallen voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties.

De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 3°, alsook elke plaatsvervanger, worden door de Regering benoemd uit dubbeltallen voorgedragen door de betrokken interprofessionele organisaties van de werkgevers en de zelfstandigen.

De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 4°, alsook elke plaatsvervanger, worden door de Regering benoemd uit dubbeltallen voorgedragen door de bedoelde organisaties die het meest betrokken zijn bij het opleidingsaanbod van het « Institut ». Daartoe maakt het « Institut » drie maanden vóór de hernieuwing van het beheerscomité een kadaster op van het volledige opleidingsaanbod per activiteitensector.

De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1°, worden door de Regering benoemd op de unanieme voordracht van de leden van het beheerscomité bedoeld in de drie vorige leden. Bij gebrek aan eenstemmigheid binnen de maand waarin laatstgenoemden benoemd worden, benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité op eigen initiatief.

§ 2. De leden van het beheerscomité worden benoemd voor vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar. Het eindigt ook in geval van overlijden of ontslag.

Alle betrokken organisaties worden binnen drie maanden na overlijden, ontslag of vóór de vervaldatum van het mandaat door de Regering verzocht om hun kandidaten binnen een maand uit dubbeltallen voor te dragen.

In geval van overlijden of als het mandaat verstreken is, blijven de leden hun mandaat volkomen uitoefenen totdat ze vervangen worden.

Elk lid dat niet langer deel uitmaakt van het beheerscomité, wordt vervangen binnen de drie volgende maanden. De plaatsvervanger van een lid dat zijn functies om welke reden ook vroegtijdig neerlegt, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 3. De hoedanigheid van lid van het beheerscomité is onverenigbaar met die van personeelslid of van lid van de raad van bestuur van de opleidingscentra of met die van personeelslid van het « Institut ».

Om lid van het beheerscomité te worden, moeten de kandidaten jonger zijn dan vijfenzeftig jaar op de dag van de benoeming door de Regering.

§ 4. Het « Institut » vergoedt de reis- en verblijfkosten van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het beheerscomité en verleent hen presentiegeld, waarvan het bedrag door de Regering vastgelegd wordt.

§ 5. Het beheerscomité stelt binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 10. De vergaderingen van het beheerscomité worden met raadgevende stem bijgewoond

door :

- 1° de leidend ambtenaar van het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;
- 2° de algemeen bestuurder en de adjunct-algemeen bestuurder van het « Institut »;
- 3° de voorzitter van de adviesraad van de opleidingscentra.

Afdeling 2. — Dagelijks beheer

Art. 11. De algemeen bestuurder en de adjunct-algemeen bestuurder worden aangewezen in het kader van een mandaat van vijf jaar waarvan de voorwaarden door de Regering bepaald worden.

Art. 12. § 1. De algemeen bestuurder voert de beslissingen van het beheerscomité uit en brengt hem om de drie maanden verslag uit. Hij neemt het dagelijks beheer waar voor alle opdrachten die krachtens dit decreet aan het « Institut » toevertrouwd worden. In die hoedanigheid mag hij alle bewarende maatregelen nemen, alsook alle maatregelen tot uitvoering van de door het beheerscomité genomen beslissingen en de maatregelen die vanwege hun belang of de gevolgen die ze voor het « Institut » hebben, geen uitzonderlijk karakter vertonen, geen wijziging van het bestuurlijk beleid inhouden en de afhandeling van de lopende zaken van het « Institut » vormen. Hij vervult elke andere opdracht die hem door het beheerscomité opgedragen wordt.

§ 2. Met inachtneming van de beheersovereenkomst en van de door het beheerscomité genomen beslissingen vervult de algemeen bestuurder krachtens paragraaf 1 de volgende opdrachten :

1° het beheerscomité voorstellen contractueel personeel in dienst te nemen en af te danken;

2° het personeel leiden;

3° alle stukken en briefwisselingen i.v.m. de bevoegdheden van het dagelijks beheer ondertekenen;

4° het « Institut » op geldige wijze vertegenwoordigen in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en in zijn naam en voor zijn rekening op geldige wijze tussenkomen wat betreft de handelingen van dagelijks beheer;

5° het « Institut » op geldige wijze vertegenwoordigen in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en op geldige wijze namens en op verzoek van het beheerscomité tussenkomen wat betreft de handelingen waarvoor het bevoegd is.

§ 3. De algemeen bestuurder mag binnen de perken en onder de voorwaarden die hij bepaalt, aan één of meer leden van het « Institut » een deel van de bevoegdheden overdragen die hem bij of krachtens dit artikel toegewezen worden, met inbegrip van zijn bevoegdheid om het « Institut » voor gewone of administratieve rechtbanken te vertegenwoordigen.

§ 4. De adjunct-algemeen bestuurder staat de algemeen bestuurder bij in de uitvoering van de opdrachten die hem toevertrouwd worden.

Art. 13. Bij afwezigheid of verhindering van de algemeen bestuurder, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-algemeen bestuurder. Als deze laatste eveneens verhinderd is, wijst het beheerscomité een lid van het « Institut » aan op de voordracht van de algemeen bestuurder om diens functies uit te oefenen.

Afdeling 3. — Controle

Art. 14. Het « Institut » is onderworpen aan de controle van de Regering. De controle wordt uitgeoefend door twee commissarissen die de Regering benoemt.

De commissarissen wonen de vergaderingen van het beheerscomité bij met raadgevende stem. Ze mogen ieder ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling en doorgaans van alle schrifturen van het « Institut ». Ze mogen de leden van het beheerscomité en de personeelsleden verzoeken om alle uitleg en gegevens en alle verificaties uitvoeren die ze nodig achten voor de uitoefening van hun mandaat.

De commissarissen kunnen bij de Regering een beroep indienen tegen elke beslissing van het « Institut » die ze tegenstrijdig achten met de wet of de beheersovereenkomst. Dat beroep is opschortend en wordt ingediend binnen zes kalenderdagen.

Die termijn gaat in hetzij op de dag van de vergadering van het beheerscomité in de loop waarvan de beslissing aangenomen wordt, voor zover de commissarissen regelmatig opgeroepen worden, hetzij, in de andere gevallen, de dag waarop de commissarissen kennis nemen van de aangenomen beslissing.

De Regering kan de akte binnen dertig dagen vernietigen, met ingang van dezelfde datum.

Bij gebreke daarvan wordt de opschorting opgeheven en wordt de beslissing definitief.

Het beroep mag niet ingesteld worden tegen aanbevelingen of adviezen gegeven in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 5, § 2.

Het « Institut » vergoedt de reis- en verblijfkosten van de commissarissen en verleent hen presentiegelden waarvan de Regering het bedrag bepaalt.

HOOFDSTUK IV. — Financiering en begroting

Art. 15. De opbrengsten van het « Institut » bestaan in :

1° subsidies uitgetrokken op de gewestelijke begroting, of in elke andere subsidie of financiële tegemoetkoming verleend door een overheid of een privé instelling om de in artikel 5 van dit decreet bedoelde opdrachten uit te voeren;

2° elke inkomensbron uit haar activiteiten;

3° elke inkomensbron uit de activiteiten die in partnerschap uitgeoefend worden;

4° de opbrengsten uit haar vermogen;

5° de opbrengst van eventuele legaten en giften, die slechts met de instemming van de Regering toegelaten worden;

6° de opbrengst van leningen waarmee de Regering instemt en waarvoor het Waalse Gewest zijn waarborg verleent;

7° binnen de door de Regering bepaalde perken, de niet gebruikte saldi van de vorige boekjaren die het voorwerp uitmaken van latere rechtvaardigingen om te bevestigen dat de bestemming van de subsidies in acht genomen werd.

Art. 16. § 1. Er wordt jaarlijks een begroting met alle opbrengsten en uitgaven van het « Institut » opgemaakt, ongeacht de herkomst en de grond ervan. Het begrotingsjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

De opbrengsten en uitgaven i.v.m. de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 5 van dit decreet worden afzonderlijk overgelegd.

Het ontwerp van begroting wordt door het beheerscomité opgesteld en ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. De begroting en het ontwerp van jaarrekeningen inzake de uitvoering ervan, zoals beschikbaar, worden aan de Waalse Gewestraad overgemaakt als bijlage bij de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Het gebrek aan goedkeuring van de begroting op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor de aanwending van de kredieten waarin het ontwerp van begroting voorziet, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegelaten worden door de begroting van het voorafgaande jaar. Kredietoverdrachten en -overschrijdingen vereisen de instemming van de Regering.

§ 2. Het « Institut » maakt uiterlijk 30 april de jaarrekeningen inzake de begrotingsuitvoering op, alsook een overzicht van de activa en passiva op 31 december van het bedoelde jaar.

§ 3. De Regering kan een afzonderlijke commerciële boekhouding opleggen voor een deel of het geheel van de opdrachten bedoeld in artikel 5 van dit decreet.

Zij bepaalt de regels voor de overlegging van de begroting, voor de boekhouding, de jaarlijkse overzichten en rapporten, alsook voor de controle op de vastlegging van de uitgaven.

Ze wijst één of meer leden van het Instituut van bedrijfsrevisoren aan binnen het « Institut » om de schrifturen te controleren en de juistheid en oprechtheid ervan te certificeren.

HOOFDSTUK V. — *Personeel*

Art. 17. Het statuut en de personeelsformatie van het « Institut » worden door de Regering vastgelegd.

Art. 18. Het « Institut » mag deelnemen aan de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere instellingen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

HOOFDSTUK VI. — *Verhoudingen tussen het « Institut » en het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 19. Onverminderd de bepalingen waarin het samenwerkingsakkoord voorziet, bezorgt het « Institut » het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen de dossiers die nodig zijn voor de homologatie van de leergetuigschriften en de diploma's van ondernemingshoofd, alsook elk aanvullend stuk vereist door de Commissie voor de homologatie van de getuigschriften en de diploma's inzake permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, zoals bedoeld in het besluit van de Franse gemeenschapsexecutieve van 20 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van genoemde Commissie.

Het « Institut » bezorgt het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen eveneens elk ontwerp van opleidingsprogramma, alsmede de evaluatiemodaliteiten ervan zodat het de in artikel 20, 2°, van het samenwerkingsakkoord bedoelde opdracht kan uitvoeren.

HOOFDSTUK VII. — *Adviesraad van de opleidingscentra en controle*

Art. 20. § 1. Er wordt binnen het « Institut » een adviesraad van de opleidingscentra opgericht waarvan de opdracht erin bestaat advies te geven aan het beheerscomité, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het comité.

Elk opleidingscentrum wordt van rechtswege vertegenwoordigd binnen de adviesraad.

§ 2. De leden van die raad en hun plaatsvervangers worden door de Regering voor een verlengbare periode van vier jaar benoemd uit een dubbeltal van kandidaten voorgedragen door de raad van bestuur van elk opleidingscentrum.

De algemeen bestuurder en de adjunct-algemeen bestuurder nemen deel aan de adviesraad als waarnemers.

De raad wijst zijn voorzitter en ondervoorzitter binnen zijn midden aan. De functies van voorzitter en ondervoorzitter worden hoogstens één jaar door dezelfde persoon uitgeoefend.

Het secretariaat van de raad wordt door een personeelslid van het « Institut » waargenomen.

De raad vergadert drie keer per jaar na oproeping door de voorzitter telkens als het nodig is of op verzoek van vijf leden. Het vergadert slechts op geldige wijze als de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De door de raad uitgebrachte adviezen vermelden eventuele uiteenlopende standpunten.

De raad kan een huishoudelijk reglement opstellen en ter goedkeuring aan de Regering voorleggen.

Art. 21. De opleidingscentra krijgen subsidies van het « Institut ».

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies en zorgt er meer bepaald voor dat het « Institut » steeds controle kan uitoefenen op de vlotte werking van de opleidingscentra en op de aanwending van de verleende subsidies.

Art. 22. Het « Institut » wijst onder de personeelsleden van elk opleidingscentrum een personeelslid van minimum niveau 1 aan dat van rechtswege met raadgevende stem zal deelnemen aan de vergaderingen van de raad van bestuur of van het orgaan waaraan het opleidingscentrum zijn bestuursbevoegdheid geheel of gedeeltelijk overgedragen heeft.

HOOFDSTUK VIII. — *Commissie van beroep*

Art. 23. Elke gebruiker kan bij de Minister een gemotiveerd beroep instellen tegen elke hem betreffende beslissing die door het « Institut » genomen wordt in het kader van de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 5.

Het beroep wordt door de verzoeker bij de Minister ingediend binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing waarmee hij niet kan instemmen.

Bij gebrek aan beroep binnen die termijn is de beslissing definitief.

Bij gebrek aan kennisgeving van een beslissing van het « Institut » binnen drie maanden na de indiening van het verzoek, mag de verzoeker een beroep bij de Minister indienen binnen de volgende maand.

Art. 24. § 1. Er wordt binnen het « Institut » een commissie van beroep ingesteld, hierna de commissie genoemd. Ze heeft als opdracht advies uit te brengen i.v.m. de beroepen bedoeld in artikel 23.

De commissie brengt advies uit binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

Bij gemotiveerde beslissing kan de voorzitter bovenbedoelde termijn met één maand verlengen.

Die termijn is niet verlengbaar.

Het advies wordt tegelijkertijd meegedeeld aan de verzoeker en aan de Minister, die zich definitief uitspreekt over het beroep.

§ 2. De commissie bestaat uit een voorzitter en vier gewone leden die de Regering benoemt.

Behalve de voorzitter worden twee van de leden van de commissie en hun plaatsvervangers rechtstreeks door de Regering aangewezen terwijl de twee andere leden en hun plaatsvervangers door de Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest uit een dubbeltal aan de Regering voorgedragen worden.

De leden, voorzitter inbegrepen, mogen niet zitting hebben als ze een rechtstreeks belang bij het voorwerp van de beraadslaging hebben, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, hetzij als zaakgelastigde.

Twee leden van het « Institut », aangewezen door de Minister op de voordracht van de algemeen bestuurder, wonen de zittingen van de commissie bij, het ene als deskundige en het andere als secretaris.

De verzoeker of zijn vertegenwoordiger, in voorkomend geval bijgestaan door zijn raad, kunnen door de commissie gehoord worden. De commissie kan het « Institut » of de verzoeker vragen om alle aanvullende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die ze nuttig acht.

§ 3. De commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 25. De personeelsleden, alsmede de goederen, rechten en plichten van het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen die aan het Gewest zijn overgeheveld, worden aan het « Institut » overgedragen.

De leden worden overgeplaatst in hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Ze behouden hoe dan ook de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of verkregen zouden hebben als ze in hun dienst van herkomst het ambt waren blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaatsing bekleedden.

Art. 26. Voor de eerste vestiging van het beheerscomité wordt het in artikel 9, § 1, derde lid, bedoelde kadaster opgesteld door het Instituut voor de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 27. De Waalse Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet, behalve voor artikel 11 dat van kracht wordt op de datum van inwerkingtreding van Boek II van het besluit van de Waalse Regering betreffende de Waalse ambtenarencode en op zijn vroegst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De algemeen bestuurder en de adjunct-algemeen bestuurder worden tijdelijk benoemd door de Regering, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Waalse Gewest.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — 524 - Nrs.1 tot 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 9 juli 2003. Bespreking. — Stemming.